

ÉCO-PAS-LOGIQUE

Yeah !
Faut k'ça
chauffe !



Les messieurs sérieux qui causent dans le poste ne sont pas contents de nous : on consomme trop d'eau, disent-ils. Il paraît que les coupures à répétition qui frappent la Guadeloupe, c'est de notre faute ! On n'est pas des éco-citoyens. « Vous ne voyez pas qu'il ne pleut pas depuis deux mois ? Arrêtez donc de prendre des bains »...

Sauf que quand il pleut trop, ils coupent l'eau tout pareil : deux fois par semaine dans certaines communes pendant le dernier hivernage ! Et à St Rose, l'eau n'est plus potable depuis novembre dans l'indifférence générale.

Chaque année, il tombe sur la Guadeloupe pas loin de 3 000 millions de m³ d'eau par an (eh oui, il pleut chez nous !). En comptant large on doit en consommer 100 millions, c'est-à-dire 3 à 4 % de ce qui nous tombe dessus. « Il faut économiser l'eau en Guadeloupe » remporte le premier prix de la plus grosse ânerie catégorie « moun a kravat » de ces dernières semaines (et pourtant en cette période électorale, il s'en est dit un sacré paquet).

Service public

La vérité c'est que le groupe Véolia (ex-Générale des eaux) se fiche du service public (et le SIEAG n'est pas mieux). Il empoche le pognon – 80 millions de chiffre d'affaire en Guadeloupe, un ou deux millions d'euros de bénéfices bon an, mal an – le distribue à ses actionnaires et à ses cadres (sur les 400 employés du groupe, 9 grands chefs empochent

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr
06 90 73 48 93

le tiers des salaires) et ces braves gens, tout occupés qu'ils sont à compter leurs sous, « oublient » d'en dépenser un petit peu pour entretenir et rénover les tuyaux. Résultat, plus de la moitié de l'eau captée se fait la malle par les fuites du réseau ! C'est un record en France (où en moyenne, les fuites représentent moins d'un quart).

Si vous vouliez une preuve que la privatisation des services publics ça ne marche pas, en voilà une.

René

REBELLE !

N° 20 - 10 mars 2010

0,30 €

SOMMAIRE

Haïti - Obésité -
Cendres - Grève
- Élections -
Orientation,
etc.

EDF et VÉOLIA KA DI ZOT :

LIMÉ BOUJI CHAYÉ DLO PÉYÉ TOUJOU !



NOU BON !

**Voir articles
p.2 et p. 8**

SPÉCIAL ÉLECTIONS !

p.6

LIMÉ BOUJI POU PWOFITÈ ?

Awa, nou pa dakò !

Plusieurs jours à se demander si on aura du courant dans la minute qui suit et même pour certains si on pourra prendre une douche en rentrant chez nous.

Depuis des années les coupures d'électricité font partie du quotidien des Guadeloupéens. La semaine du 21 février des délestages de 2h ont été organisés dans chaque commune. *Nou bon épi sa !*

Pourtant nous payons le prix national du kWh fixé par l'État, nous avons donc droit à la même qualité de service. Nous ne voulons plus payer les choix d'Électricité Archipel Guadeloupe qui avec ses moteurs thermiques vieillissants préfère laisser délibérément le soin de la production de l'électricité à des sous-traitants au lieu d'investir dans de nouvelles centrales. Près du tiers de la production est assuré par la CTM du Moule et la centrale géothermique de Bouillante (selon le Bilan Pluriannuel EDF 2008). Ainsi nous sommes « pris en otage » par les intérêts des capitalistes de l'énergie.

Coupables idéaux

Cette fois-ci, des « problèmes techniques » ont entraîné l'arrêt de la CTM. Malheureusement depuis la mi-janvier 2010, des « problèmes techniques » ont aussi mis à l'arrêt la centrale de Bouillante. Résultat, les « gestionnaires » du réseau pètent les plombs : il faut délester, et sur les ondes il faut accuser... Qui ? Impossible d'inculper encore une fois les salariés de la CTM qui en décembre dernier avaient exercé leur droit de retrait pour la non application de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des risques. Nous, consommateurs, sommes donc les coupables idéaux de ces perturbations du réseau électrique et nous devons avoir « une attitude citoyenne responsable » (oui, oui, la

même que l'on a dû observer après les cendres de Montserrat face à un réseau d'eau courante défectueux). Nous constatons que ces messieurs d'EDF Archipel Guadeloupe savent ressortir les bonnes formules en période critique. Ceci démontre bien leur hypocrisie vis-à-vis de l'environnement et du réchauffement climatique durant leur campagne « Faisons vite ça chauffe » qui n'avait pas d'autre but que de dire « aidons EDF Archipel Guadeloupe à réduire ses investissements ». Déjà dans *Rebelle !* n°3 (17/11/08) on l'avait dénoncé.

Otages

Le bénéfice net du groupe EDF s'élève en 2009 à 3,9 milliards d'euros (selon un communiqué du 11/02/2010). Il est inconcevable de continuer à enrichir ces *pwofitè* qui nous plongent régulièrement dans des blackouts. Les officiels de la Guadeloupe font tout pour banaliser et minimiser cette situation. Aucun politique, aucun média, aucun représentant de l'État ne dénonce la pleine responsabilité d'EDF Archipel Guadeloupe dont la gestion du réseau électrique Guadeloupéen est de plus en plus lamentable d'année en année. Pour eux, en tant que Français de seconde zone nous devons apprendre à vivre avec ces coupures intempestives. *Limé bouji pou pwofitè ? Awa nou pa dakò !*

PS : Pendant ces jours de coupures tournantes, « bizarrement », aucun représentant de lobby patronal n'a exprimé ses inquiétudes face aux pertes économiques engendrées.

Raphaël

Et toi ? Pour quoi tu te bats ?

Chaque mois, un jeune raconte ce qui le révolte, le monde dont il rêve...

Quelle orientation ?

Je me bats pour de meilleurs moyens pour orienter les élèves dans leur avenir en tant que futur travailleur de la Guadeloupe. Dès la classe de quatrième on nous demande nous décider, de faire un choix sur notre cursus scolaire afin que plus tard on aie un métier. Mais comment peut-on se décider si l'on est mal informé ? Comment faire le bon choix ?

Moi je suis en Terminale L, je suis arrivé jusque là, mais je ne sais pas précisément ce que je vais faire plus tard, enfin je voulais devenir ingénieur en informatique, et bien

ce n'est pas grâce à l'école que je sais quelles études faire pour le devenir. Le rôle de l'école est de nous apprendre des choses avant tout. Et déjà, ils pourraient commencer par mieux nous informer sur les filières à suivre pour tels ou tels métiers (voir article ci-dessous).

Ensuite ce n'est pas évident pour savoir quel métier on va faire plus tard ! On devrait pouvoir avoir le choix, avoir le droit de changer d'avis et pas être dirigés vers des cases toutes prêtes.

MaxiM

Forum des métiers PAS PLUS AVANCÉS !

La semaine dernière on nous annonce que les élèves de 4^e des collèges Michelet et Carnot pourront aller au forum des métiers, prévu le 2 mars. Préalablement, on nous a demandé de remplir un formulaire indiquant le métier que l'on voudrait exercer plus tard. Nous avons cru que l'on nous parlerait de notre futur métier toute la matinée du forum.

Mais, une fois arrivés au collège, on se rend compte que le programme de notre classe est loin d'être comme on l'imaginait. Tout le long de la matinée on nous présente une multitude de métiers, qui pour la plupart des élèves n'étaient pas la profession qui les intéressait. Autrement dit la fiche qu'on a remplie la semaine d'avant n'a servi à rien.

En plus, on est nombreux à avoir eu la même réponse lors de notre entretien, dès



qu'on pense à un métier qui sort de l'ordinaire : « ça ne correspond ni à la filière S, ni ES ... donc allez en L ».

Finalement, après une demi-journée de forum des métiers, on n'est pas plus avancés qu'avant !

Nia

POURQUOI IL FAUT VOTER

Les 14 et 21 mars prochains, c'est les élections régionales. Beaucoup de jeunes ne votent pas. On comprend pourquoi, mais c'est une erreur...

Les politiques qui promettent de « *donner la priorité à l'emploi des jeunes* » et qui expliquent après que si ça n'a pas marché c'est de notre faute (parce qu'on n'a pas accepté des stages non-rémunérés, ou qu'on porte des nattes et un baguy à l'antépénultième entretien préalable avant la pré-embauche-en-période-d'essai-de-18-mois), tous ces politiques, donc, sont les premiers responsables de l'abstention. C'est clair, un bon barrage fait plus que n'importe quel élu qui nous oublie dès que les élections sont passées.

D'accord, mais... Primo, s'ils nous oublient, c'est aussi parce que la majorité d'entre nous ne vote pas. L'abstention est interprétée comme de l'indifférence. Ça encourage les magouilleurs à faire ce qu'ils veulent : *fè sa ou vlé, pon moun pa ka véyé nou*.

Deuzio, les élections sont un « sondage » grandeur nature. Les *pwofitè* sont une petite minorité, ils se connaissent, ils forment des réseaux d'entraide. Mais les chômeurs, la

majorité des jeunes – bref, nous tous, nous ne savons pas ce que pensent les autres gens comme nous. Les élections sont un moyen de nous dire les uns les autres ce que nous pensons – et aussi d'avertir les puissants !

Sincérité

Rebelle ! ne cherche pas à vous dire pour qui voter – même si on ne vous cache pas qu'on est nombreux à être pour Nomertin et la liste de Combat ouvrier : une majorité pour le gars qui refuse de saluer le ministre, ça s'est un avertissement ! Mais imaginez qu'au lendemain des élections, Penchard, par exemple, qui n'a rien fait d'autre qu'augmenter l'essence, gagne... Vous savez déjà ce qu'on entendra : *Gwadeloupéyen sé tout dé lach, sé moun-la pa ni mémwa !* Nous serions tous un tout petit peu plus faibles. Pour être sûr que ça n'arrivera pas, il faut voter. Pas pour *tala i ka-y gannyé*, mais – c'est une question de sincérité élémentaire – pour le candidat qui reflète le plus vos idées.

prétend ni de droite ni de gauche, or il promet de « *gérer la région Guadeloupe comme une entreprise* ». Dans une entreprise, on choisit pas les dirigeants, on discute pas les décisions, on ne peut qu'obéir. Et on se demande si les syndicats de travailleurs auront toujours leur place. Alors que son groupe revendique un esprit jeune, on dirait plutôt du déjà vu avec une coloration verte.

Je crois qu'il est quand même important de voter. J'avoue qu'entre tous ces « beaux parleurs », le choix est très restreint. L'important étant de faire le meilleur.

Brownie

Gros ou pas, un collégien n'est pas un *bwa-bwa* !

Saviez-vous que l'an dernier c'était l'année de la Famille pour le conseil général ? C'est pour cela qu'ils ont voulu organiser une journée de « *lutte contre l'obésité des jeunes* » au mois de décembre 2009...

Leur projet : « *une course d'endurance de 30 minutes animée essentiellement par des élèves en surcharge pondérale* ». Chaque collègue aurait dû envoyer 16 élèves dont 12 « *en surpoids apparent* », autrement dit qui sont trop gros et pour qui ça se voit. Vous voyez d'ici le tableau : « *Hey machin, toi qu'es gros, le principal veut que tu courres au soleil comme un guignol devant Gillot histoire de montrer à tout le monde qu'il faut pas être comme toi* ». On croit rêver !

Affichage médiatique

Heureusement les infirmières scolaires, qui devaient sélectionner les collégiens, ont refusé. L'opération s'est finalement limitée à une exposition, sans que les élèves subissent de discrimination.

Mais une exposition, même si les médias en parlent, ça n'est pas suffisant pour lutter contre l'obésité qui touche de plus en plus de jeunes. C'est le conseil général qui gère tous les collèges, il devrait commencer par y installer des équipements sportifs, et des cantines de bonne qualité. Bref, avant d'organiser des journées bidon, le département devrait assurer à chaque collégien de Guadeloupe des équipements dignes du 21^e siècle, les mêmes que ceux des collégiens français.

À Kermadec, par exemple, il y a une grande salle qui ne sert que pour accueillir des « people » une fois par an. Et pendant ce temps les élèves mangent dehors, les frites et les bokits de la place de la victoire !

Delphine

CORNET ME LAISSE PERPLEXE...

Les élections régionales arrivent à grands pas et les grands mots fusent à la même vitesse. Cette année beaucoup plus qu'avant, presque tous disent se présenter au nom de la Guadeloupe. Pourtant certains étaient contre la grève générale. Mais quand il s'agit d'élection, ils déforment le slogan « *la Gwadeloup sé tan nou* » espérant tromper le peuple. Grâce aux 44 jours, je suis persuadée qu'on se laissera moins berner.

Le cas Cédric Cornet, tête de liste de « *Pou Gwadeloup an nou ay* » me laisse perplexe. S'il était élu président de région, je me demande au contraire « *ola la Gwadeloup té ké ay* ». Il se

RENTRÉE SOUS LES CENDRES

Il est inutile de vous raconter la scène du fameux Jeudi des cendres... mais, en connaissez-vous la suite ?

Après 10 jours de congés, les lycéens du LGT Baimbridge reprennent les cours, une fois en salle, quel spectacle ! Rien n'a changé si ce n'est la cendre qui recouvre tout. En effet, l'entretien des salles de classe remonte à avant la sortie des élèves.

Certains élèves « rebelles » ont refusé d'entrer en cours en attendant qu'un agent puis-

se nettoyer, mais la meilleure, c'est la réponse de Monsieur le Proviseur : « *Retournez dans vos salles, et s'il y a des élèves allergiques ou qui ont des problèmes de respiration, qu'ils contactent leurs parents. Ils viendront les chercher* » !

De qui se moque-t-on ?

Le plus grand lycée de France se moquerait-il de nous ? Doit-on, nous élèves, travailler dans n'importe quelles conditions ? Rebel-lons-nous !

KLR

HAÏTI DEUX MOIS APRÈS

La saison des pluies est imminente. L'affolement s'empare de ces centaines de milliers de sans-abris ou en abris de fortune faits de morceaux de tissus ou de couvertures incapables de tromper le soleil, encore moins la pluie...

La panique est réelle à chaque fois que le temps est mauvais et que la pluie s'apprête à tomber. L'absence de tentes ou d'abris provisoires pouvant résister à la pluie est à l'origine de cet affolement.

Lundi 22 février, il y avait une réplique de magnitude 4,7 sur l'échelle de Richter à 4h36 du matin. Le lendemain une autre, cette fois-ci à 1h26, de même magnitude. Ces répliques ont fait des dizaines de blessés parmi des sans-abri qui, fuyant la pluie, sont allés se réfugier à l'intérieur de maisons endommagées.

Les tentes réclamées sans succès depuis plus d'un mois par la population sinistrée de Port-au-Prince viennent témoigner une fois de plus de la défaillance, de la déconfiture de cet État. Cinq manifestations de sans-abris ont eu lieu en espace d'un mois après le 12 janvier, pour réclamer des tentes et de quoi manger.

Où est l'aide ?

En guise de réponse, le gouvernement dit compter notamment sur le PAM (Programme alimentaire mondial) et sur l'USAID (Agence américaine pour le développement international) pour nourrir les sans-abris affamés et sur l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) pour les tentes. Sur 200 000 tentes promises par l'OIM depuis plus d'un mois, le gouvernement se plaint de n'avoir reçu que 23 000 environ. À qui ces milliers de tentes ont-elles été distribuées ?

Le bilan du tremblement de terre du 12 jan-



Les conséquences de la pluie en Haïti

vier pourrait s'élever à 300 000 morts et il y aurait plus 300 000 maisons détruites ou fortement endommagées.

Le 21 février, le président René Préalval a annoncé que le plus urgent aujourd'hui est de protéger le million et demi de personnes qui vivent dans la rue et qui affrontent les intempéries.

Priorités

S'il affirme que cela est le plus urgent, ce dernier ne montre cependant dans ses actions aucun intérêt à satisfaire en priorité les besoins de la population démunie. Même si l'État haïtien est pauvre, ce président et son gouvernement auraient pu organiser pour la population la bonne répartition et distribution des aides prioritaires. Surtout qu'il est à prévoir des épidémies compte-tenu des conditions dans lesquelles vivent les sinistrés des campements de fortune.

Sony

« La France doit nous rembourser »

Le 17 février, Sarkozy se rendait à Port-au-Prince. À en croire la presse hexagonale, la visite éclair du chef de l'État s'est bien déroulée. Et pourtant, elle a soulevé la colère de plusieurs centaines de manifestants.

« Nicolas Sarkozy, l'esclavage et le colonialisme sont pires que la catastrophe du 12 janvier » pouvait-on lire sur certaines affiches. Les manifestants ont également beaucoup fait allusion à la fameuse dette de l'indépendance (voir *Rebelle !* n°19). Ils ont clairement demandé qu'elle soit totalement remboursée. Devant le palais national, des manifestants pro-Aristide scandaient : « À bas Préalval, à bas Sarkozy ». On serait plutôt d'accord, sauf que quand leur idole était au pouvoir, Préalval était au gouvernement, et qu'à eux deux ils ont fait exactement la même chose pour le peuple haïtien, c'est-à-dire rien.

Cependant, pourquoi ces informations n'ont-elles pas été évoquées par la presse françai-

se ? Il s'emblerait qu'il est préférable de souligner que la France versera 326 millions d'euros, plutôt que d'admettre que Haïti est en droit de demander le remboursement de cette rançon immonde.

100 milliards

Il semble encore moins concevable de dire que le versement de cette somme injustement perçue a fortement miné l'économie de ce pays. Il est évident qu'il est préférable de verser 326 millions d'euros, plutôt que de rembourser les 100 milliards d'euros (ou leur équivalent en francs-ors de l'époque) que l'État haïtien a accepté de payer au 19^e siècle pour acheter à la France une précaire liberté.

Edmond

DES GRÈVES TOTALEMENT JUSTES

La grève des salariés de Total à Dunkerque (nord de la France) a commencé le 12 janvier. Le conflit Total commence à prendre de l'ampleur, en effet d'autres raffineries appartenant à Total dans plusieurs autres villes de France ont suivi le mouvement. *Travayè fransé ka pran ekzanp asi grèv jénéral a lkp, é ka fè grèv la diré jis tan yo touvé satisfaksyon a tou sa yo ka mandé pou amélioré kondisyon a travayè.*

Ce mouvement de grève représente un combat emblématique contre le chômage et les licenciements abusifs. Le groupe Total affiche des bénéfices de plus de 8 milliards d'euros en 2009, et 50 milliards sur 5 ans.

C'est vraiment scandaleux, Ils n'ont aucun scrupule. Le directeur général de Total M. De Margerie est complètement insensible

face à ce conflit social majeur et aux revendications des salariés de Dunkerque. Les salariés n'ont aucune garantie sur la survie de leur emploi.

Total s'est engagé à ne fermer aucune raffinerie dans les cinq ans. Mais cet engagement ne concernerait pas Dunkerque.

Pwofitasyon

Les grévistes ont voté, le mercredi 24 février, la reconduction du mouvement de grève dans la raffinerie de Dunkerque. Dans les autres raffineries, les salariés ont voté la suspension de la mobilisation (*sa pa vlé di mouvman péké roupati*).

Fô kè salariyé Dunkerque kontinyé lité, é kè tout pwofitasyon arété !

Boby